

**ELLE A REÇU LES SYNDICATS DE L'ÉDUCATION**

# Benghabrit appelée à justifier ses derniers revirements

**La ministre de l'Education nationale a réuni hier le partenaire social. A l'ordre du jour : évaluation du premier trimestre. Les syndicats autonomes ont profité, toutefois, de ce tête-à-tête avec Benghabrit pour lui demander des explications sur ses derniers revirements relatifs, entre autres, au report de la réforme des épreuves du baccalauréat et leur exclusion du processus de prise de décisions touchant le secteur.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - C'est une tradition, la ministre de l'Education nationale réunit à chaque fin de trimestre le partenaire social pour faire une évaluation. Le premier trimestre a été, cependant, très mouvementé et a connu de nombreux chamboulements.

Tutelle, partenaire social et élèves, tous ont participé à cette situation. Les syndicats autonomes ont participé à la perturbation du premier trimestre avec les deux mouvements de grève organisés en octobre et novembre derniers dans le cadre du débrayage de l'Intersyndicale.

Les élèves, eux, ont brillé par leur colère contre la réorganisation de l'examen du bac et du réaménagement du calendrier des vacances d'hiver.

Le ministère de l'Education s'est distingué à son tour par son attitude par rapport aux reculs sur ses décisions. C'est d'ailleurs le point sur lequel les syndicats autonomes ont interrogé hier la ministre de tutelle lors d'une réunion d'évaluation organisée dans l'après-midi au ministère de l'Education à huis clos. Ces derniers ont dénoncé «les décisions unilatérales» de leur ministre. Une démarche, estiment-ils, qui est à l'origine de toutes les conséquences ayant marqué le premier trimestre.

Le partenaire social veut avoir des explications sur les raisons ayant conduit leur tutelle à

faire marche arrière sur l'application de la réforme des épreuves du baccalauréat cette année ainsi que sa décision de la dernière minute sur le calendrier des vacances.

Les syndicats autonomes veulent aussi comprendre l'attitude de leur tutelle qui a décidé de les exclure de ces décisions. «Nous allons mettre les points sur les i avec la ministre qui nous a associés à aucune de ces décisions, alors que nous avons signé une charte d'éthique avec elle.



**Nouria Benghabrit accusée d'avoir pris des décisions unilatérales.**

Nous sommes en train de naviguer à vue, au lieu de nous occuper de la réforme, nous sommes en train de discuter des

vacances scolaires et d'autres choses inutiles», a indiqué M. Amoura, président du syndicat Satef, qui estime que la réorga-

nisation du bac doit passer au préalable par la réforme de l'enseignement secondaire.

**S. A.**

**ELLE A OBTENU LE 1<sup>er</sup> PRIX DU CLASSEMENT  
SITE WEB CATÉGORIE ANNUAIRE POUR L'ANNÉE 2016**

## La plateforme Sahti.dz se diversifie

**Lors de la manifestation concentrant les opérateurs et startups du domaine des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) organisée par l'Agence Algérie Awards en décembre dernier, la plateforme réunissant les coordonnées du personnel médical au niveau national, Sahti.dz, a été consacrée meilleur site web dans la catégorie annuelle pour l'année 2016.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - Il s'agit d'un annuaire électronique spécifique aux coordonnées et aux adresses de tous les praticiens du secteur de la santé exerçant sur le territoire algérien. Accessible sur tous les outils connectés, toute information à ce propos paraîtra sur votre écran selon la demande de

vos recherches. L'engouement pour ce type d'annuaire est en pleine croissance puisque les annuaires manuscrits ont trouvé leurs limites avec l'explosion de l'utilisation des NTIC. En effet, avec plus de 32 000 adresses répertoriées et 1 300 articles insérés dans le portail, Sahti.dz attire chaque jour plus de 2 000

recherches quotidiennes de médecins et 21 000 visites mensuelles du portail d'actualité.

Aujourd'hui, avec la collaboration d'ingénieurs algériens résidant en Angleterre, l'équipe de Sahti.dz a mis en place une autre plateforme dénommée PharmNet qui constitue un référentiel des médicaments réglementés en Algérie. Cette application web qui reprend la nomenclature officielle des médicaments usités sur le territoire national comprend également une actualisation à chaque nouveau produit enregistré.

Le projet PharmNet se veut

être l'encyclopédie algérienne des médicaments avec plus de 4 200 produits répertoriés sur près de 170 classes pharmacologiques, 27 classes thérapeutiques, ainsi que 315 laboratoires. PharmNet ne permet pas seulement de retrouver un médicament en lançant une recherche qui peut être basée sur les différents critères de celui-ci, mais propose également des fonctionnalités avancées telles que : l'interaction médicamenteuse, les notices des médicaments ainsi que les équivalences et génériques.

**N. B.**

**SÉTIF**

## La CNAS part en guerre contre les arrêts de travail complaisants

**Pour sensibiliser les médecins traitants des secteurs public et privé en matière de prescription d'arrêts de travail, l'agence de la Caisse des assurances sociales de Sétif a organisé, hier, une journée d'étude à l'intention de cette corporation afin de lutter contre les congés de maladie de complaisance, un véritable fléau qui engendre des pertes colossales à la CNAS et au Trésor public.**

Appliquant à son tour la politique de la «rationalisation» des dépenses publiques, la CNAS de Sétif a décidé de combattre avec fermeté les arrêts de travail dits de complaisance qui coûtent vraiment cher à cet organisme étatique. A cet effet, et pour mettre fin aux abus dans la sollicitation intempestive des arrêts de travail, la CNAS a pris un certain nombre de mesures de contrôle, censées freiner l'hémorragie des indemnités qui ont pris des proportions jugées intolérables.

Ces mesures consistent en la soumission systématique au contrôle médical des arrêts de travail déposés, quelle que soit

leur durée, et au renforcement des contrôles administratifs à domicile pour s'assurer du respect des malades de leurs obligations, telles que fixées par la réglementation en vigueur. «Tous les arrêts de travail, quelle que soit leur durée, sont obligatoirement soumis à un contrôle médical. Sans quoi, il n'y aura aucune prise en charge financière», insiste le directeur de la CNAS de Sétif, M. Boualem Houdèche. Jusqu'ici, les arrêts de travail de courte durée, à savoir de un à trois jours, n'étaient pas automatiquement soumis aux contrôles de la CNAS. Ils étaient laissés à l'appréciation des agents de la Caisse.

Désormais, le contrôle est systématique, faisant intervenir les moyens de la structure de remboursement, à savoir la CNAS. «La CNAS ne peut en aucun cas remettre en cause un arrêt de travail. Sauf que nous avons le droit de soumettre l'assuré à un contrôle médical», a expliqué Houdèche Boualem, en ajoutant qu'en cas de non-satisfaction ou de rejet de dossier, l'assuré ouvre droit à un recours et peut demander une expertise.

Que faire face à la multiplication des arrêts de travail de complaisance ?

Comment réagir face aux abus de certains salariés en matière d'arrêt maladie ? Quels sont les moyens d'action pour lutter contre les arrêts de travail douteux et les faux certificats médicaux ? C'est dans ce contexte que la Caisse nationale des assurances sociales compte mener en premier lieu un travail de sensibilisation en direction des médecins prescripteurs de congés maladie, afin de réduire la facture de remboursement et faire garder à la Caisse ses grands équilibres stratégiques. Notons qu'en matière de répression ou de fraude, la loi n°08-08 du 23 février 2008, relative au contentieux en matière de sécurité sociale, dispose, dans son article 84, que, «sans préjudice des dispositions législatives en vigueur, est puni d'un emprisonnement de 6 mois à 18 mois, et d'une amende de 100 000 à 250 000 DA, tout médecin, pharmacien, chirurgien-dentiste, ou sage-femme ayant décrit faussement et sciemment l'état de santé d'un bénéficiaire».

Les mesures préconisées par la CNAS suffiront-elles à diminuer le nombre élevé d'arrêts de travail de complaisance et de résoudre une partie du problème d'absentéisme dans l'administration ou en entrepri-

se ? se sont interrogés quelques médecins présents lors de cette journée de sensibilisation.

«Un grand nombre d'arrêts de travail de complaisance peut aussi révéler un certain malaise au sein d'une société. Au-delà du contrôle et des sanctions, il est important d'analyser le phénomène d'absentéisme en profondeur pour mieux lutter.

Les salariés ne se mettent pas forcément en arrêt par plaisir, mais peut-être parce qu'ils sont en manque de reconnaissance ou ressentent un certain mal-être au travail. Il s'agira alors, de revoir éventuellement l'organisation du travail, la répartition des tâches, le management, les possibilités d'évolution de carrière... Autant d'éléments qui peuvent être des facteurs de stress et qui peuvent être liés à une démotivation des salariés.

Ainsi, coupler le contrôle médical avec une réflexion au niveau des ressources humaines et sur le mode de management peut s'avérer plus qu'utile pour une plus grande implication des employés dans leur travail», a tenu à expliquer un médecin du secteur public.

**Imed Sellami**